

**DECISION DU PRESIDENT N° 143-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : AVENANT AU MARCHE RELATIF AUX VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DANS LES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX**

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les L2123-1, R2123-1 1° du Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la décision n°198-20 du 5 octobre 2020 attribuant le marché de vérifications périodiques des installations techniques dans les bâtiments intercommunaux à l'entreprise APAVE NORD OUEST SAS de la Roche-sur-Yon pour un montant estimatif de 15 665.00 € HT pour l'offre de base et de 2 040.00 € HT pour les prestations supplémentaires éventuelles retenues,

Vu la décision n°163-21 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à la passation d'un avenant de plus-value de 1 090.00 € HT,

Considérant que par courrier en date du 21 décembre 2021, l'entreprise nous informe du transfert du marché à la nouvelle entité APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION France à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023,

Considérant la nécessité de passer un avenant de transfert,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver l'avenant de transfert du marché relatif aux vérifications périodiques des installations techniques dans les bâtiments intercommunaux à l'entreprise APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION France à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal (en majorité).

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 22 mai 2023

Le Président  
Jacky DALLET

